

Depuis le 20 janvier, la Guadeloupe est en grève générale à l'appel du Liyannaj Kont Pwofitasyon (Collectif contre l'exploitation) qui regroupe syndicats, associations et partis de gauche. D'autres collectifs, inspirés du LKP, se sont constitués pour étendre la grève. Le 5 février, la grève générale a été déclenchée en Martinique.

A La Réunion, le collectif appelle à la grève et à la manifestation pour le 5 mars. Ils revendiquent l'augmentation des revenus, notamment des plus bas, de 200 (Guadeloupe), 300 (Martinique), baisse du prix des carburants, des produits de première nécessité, de l'eau, des transports, titularisation des salariés précaires, baisse des impôts et des taxes, reversement par la compagnie pétrolière locale de ses surprofits pour l'emploi des jeunes et un service efficace de transport...

Le collectif de lutte dénonce « des marges bénéficiaires exorbitantes faites par les gros importateurs qui réduisent la Guadeloupe à une colonie de consommation avec la complicité de l'Etat ». Les produits de première nécessité sont plus chers qu'ici, de 50 % ou plus. Il y a aussi des points communs avec la métropole. Ici comme là-bas, les salariés et la population subissent la crise de plein fouet tandis que celle-ci profite à une petite minorité d'exploiteurs, avec le soutien actif du gouvernement et du Medef.

L'ampleur de la mobilisation a forcé Yves Jégo, ministre de l'Outre-Mer, à venir négocier en Guadeloupe. La négociation, retransmise en direct, est très suivie par la population, qui soutient massivement la grève. Le gouvernement



promet un « plan global pour l'outre-mer », dans le cadre d'une loi qui serait votée mi-mars, qui ne satisfait pas les revendications de la grève. Il promet aussi de « faire respecter l'Etat de droit » et a déjà fait rouvrir des commerces par les forces de l'ordre. Si le soutien de l'opinion publique française en général est fort, le gouvernement pourra moins se permettre de réprimer violemment. Le soutien commence à s'organiser en métropole à travers une déclaration de soutien unitaire et des appels à manifester.

AGENDA

10 Mars

Manif commune de l'Education Nationale

19 Mars

Journée de mobilisation pour les salaires et contre la vie chère

QUI SOMMES NOUS ?

Le bulletin "Avis de Recherche" est ouvert à toutes celles et ceux qui s'opposent à l'évolution actuelle dans ce secteur : méthodes managériales, hiérarchisation et privatisation déguisée en partenariats et fondations. A toutes celles et ceux qui se battent pour une université, un savoir et une recherche qui soit au service du plus grand nombre, et pas une nouvelle source de profit dans un grand marché de la connaissance. Nous avons besoin d'un outil global pour y arriver. C'est pourquoi ce bulletin s'inscrit dans l'appel d'Olivier Besancenot et de la LCR pour un Nouveau Parti Anticapitaliste. Pour nous contacter et / ou recevoir le bulletin : cesr@anticapitaliste.org

Pour prendre contact:

Envoyez vos coordonnées à NPA - Commission Université / Recherche - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Nom :
Prénom :
adresse :
Tel :
Mail :



NPA
POUR UN
NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

AVIS DE RECHERCHE

BULLETIN DE DÉBAT UNIVERSITÉ-RECHERCHE DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
NUMERO 3 - MARS 2009

**"L'Université n'est pas une entreprise
Le Savoir n'est pas une marchandise"**

inclus dans l'Appel de la coordination nationale

Les raisons de notre colère

L'apparition des deux décrets sur le nouveau statut des enseignants chercheurs et sur la mastérisation ont mit le feu aux poudres. La colère du monde universitaire s'exprime dans les assemblées générales réunissant plusieurs centaines de personnes dans une grande partie des universités, mais aussi dans les manifestations comme celles du 10 février qui a regroupé 50 000 personnes à Paris et plusieurs milliers de manifestants à Bordeaux, Toulouse, Aix ou Lyon.

UNE COLÈRE ACCUMULÉE

Cette colère est en fait accumulée depuis des années. Le service de 192 heures d'enseignement des enseignant-chercheurs est trop élevé pour pouvoir accomplir correctement leur double mission de création et de transmission des connaissances. Les jeunes chercheurs ont de moins en moins de perspectives d'embauche dans la recherche académique. Les personnels sont de plus en plus embauchés sur des contrats courts et ceux qui sont statutaires sont sous-payés et ont des carrières bloquées, sans évolution possible. Les étudiants voient diminuer leurs perspectives d'embauche et la mastérisation, telle qu'elle est proposée par le gouvernement, promet d'être une usine à précaires de l'enseignement.

Ainsi les réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche sont faites dans un double contexte de pénurie de postes et de promesses mensongères du gouvernement (les milliards promis ont servi de crédit-impôt-recherche et les universités n'en ont jamais vu la couleur). C'est pourquoi les mots d'ordre de notre

mouvement s'élargissent de plus en plus à la question des postes et de la résorption de la précarité chez tous les personnels. De même que le retrait des décrets est un préalable à toute négociation avec le ministère, aucune réforme sera acceptable tant qu'elle ne sera pas accompagnée des moyens nécessaires en personnel.

L'ÉTAT FAIT DES ÉCONOMIES SUR LE DOS DU SERVICE PUBLIC

Nous trompons pas sur le but des réformes : dans l'enseignement supérieur et la recherche, comme dans le reste de l'éducation (et dans la fonction publique en général), la politique de Sarkozy c'est de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Résultat, 11 000 suppressions de postes à l'école que le ministère tente d'absorber par la suppression des RASED, des hôpitaux surchargés faute de moyens humains pour accueillir les malades, 1090 postes supprimés dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Cette politique va coûter cher au service public. Pourtant l'éducation, la santé, la recherche, le transport mais aussi le logement ne peuvent, en aucun cas, être gérés par le marché. La justice sociale nécessite l'accès de tous à un service public de qualité.

ENSEMBLE PRÉPARONS LA RIPOSTE

Le mouvement qui anime l'enseignement supérieur aujourd'hui est déjà un mouvement unitaire puisque personnels et étudiants ont battu le pavé côte à côte mardi 10 février et c'est bien la question du manque de postes qui les réunis. Pour gagner il va nous falloir continuer à construire l'unité avec tous les personnels et étudiants de l'université mais aussi dans le reste de l'éducation nationale.